



Selon nos sources, cet article a été écrit avec le soutien du Money Trail Project sous les plumes d’Emmanuel Freudenthal et Youri Van Der Weide dans « African Arguments ». Une revue en ligne dédiée à l’analyse des enjeux de l’Afrique contemporaine et qui a été lancée en 2007 et est éditée par la Royal African Society, une fondation britannique qui promeut le continent. A en croire nos mêmes sources, c’est l’une des plateformes de débat sur l’Afrique. Lisez dans son intégralité l’article à controverse où Mebe Ngo’o est accusé d’avoir joué les informateurs en livrant les Israéliens du Bir.

Ils sont les yeux, les oreilles et les bras armés du président camerounais. Depuis plusieurs décennies, des Israéliens dirigent l’unité d’élite du pays. Le site d’information « African Arguments » a plongé au cœur de ce système sécuritaire trouble. En novembre 2018, Eran Moas lézarde sous le soleil des Caraïbes au bord d’une piscine à débordement posée sur l’horizon. L’Israélien s’offre des vacances bien méritées aux Bahamas, avec femme et enfants. A 20 000 dollars (16 700 euros) la journée, la villa qu’il loue au bord de la mer n’est pas donnée, mais le prix est le cadet de ses soucis. Son portefeuille immobilier personnel comprend un appartement à New York d’une valeur supérieure à 20 millions de dollars (16,7 millions d’euros), qu’il a payé rubis sur l’ongle, et une villa à Los Angeles estimée à plus de 12 millions de dollars (10 millions d’euros). Son lieu de résidence habituel est une énorme propriété à Yaoundé, la capitale du Cameroun, où il se déplace, dit-on, dans une voiture blindée, escorté par des gardes du corps.

Ce train de vie, Eran Moas le doit à un emploi qu’il occupe de longue date au sein du Bataillon

d'intervention rapide (Bir), une unité d'élite de l'armée camerounaise, mais aussi aux affaires qu'il fait avec le gouvernement local. Le Bir est placé sous les ordres directs de Paul Biya, le président au pouvoir depuis trente-sept ans. Le bataillon est réputé pour la rigueur de l'entraînement qu'il impose à ses soldats et pour l'armement supérieur auquel il a accès. Le Bir est aussi réputé pour sa cruauté. Les organisations de défense des droits humains font état d'actes de torture et d'exécutions arbitraires perpétrés par l'unité. Un de ses anciens membres confie qu'il a personnellement assisté à deux exécutions collectives dans le Nord du Cameroun, les victimes – une dizaine – ayant été obligées de creuser leur propre tombe, puis de s'y allonger avant d'être tuées.

Les agissements du Bir font scandale depuis que la crise anglophone a éclaté en 2016. Dans cette lutte inégale entre les forces gouvernementales et des séparatistes piètrement armés, l'unité s'est vu accuser à de multiples reprises d'avoir incendié des villages, violé des femmes, et de s'être rendu coupable d'exécutions extrajudiciaires et d'actes de torture. Ces exactions ont poussé les États-Unis à suspendre, en février 2019, une partie de l'aide militaire qu'ils octroyaient de longue date au Cameroun. Elles ont été fermement condamnées par les Nations Unies, l'Union européenne et d'autres. Le Bir, c'est un peu l'armée privée de Biya, parce qu'il n'a pas de comptes à rendre à la chaîne de commandement de l'armée régulière, pointe Kah Walla, figure de l'opposition au Cameroun. On a affaire à un président dictatorial qui exerce un pouvoir répressif [et] qui s'est doté d'une force armée privée. Ce qui, bien sûr, n'a fait qu'accentuer le niveau de répression."

FORMER ET ARMER LES SOLDATS

Eran Moas n'est pas le seul entrepreneur privé israélien à fournir ses services au Bir. Notre enquête, menée en partenariat avec [la chaîne de télévision israélienne] Channel 12, s'est intéressée aux rapports qu'entretiennent de longue date certains citoyens israéliens avec les unités d'élite du président camerounais. Des liens qui datent des années 1980 et qui perdurent aujourd'hui, Eran Moas et d'autres profitant largement de cette accointance. L'enquête n'a trouvé aucune preuve permettant d'établir une connexion directe entre ces personnages et des violations des droits humains. C'est une bonne affaire que de collaborer avec le Bir. L'unité est généreusement dotée, vraisemblablement financée par un compte « hors budget » de la Société nationale des hydrocarbures [entreprise publique camerounaise majeure], ce qui signifie que les financements pourraient provenir indirectement de compagnies pétrolières représentées au Cameroun, parmi lesquelles figurent plusieurs sociétés britanniques, dont une a conclu un accord gazier de 1,5 milliard de livres (1,6 milliard d'euros) en 2018. Au sein du Bir, les Israéliens sont parties prenantes à la fois de la formation, du commandement et des livraisons d'armes, mais l'identité des entités privées qui servent d'intermédiaires reste obscure. Tous les deux ou trois ans, l'unité recrute de nouveaux soldats et les forme par contingents d'un ou deux mille hommes. Après leur formation, les soldats se voient remettre des fusils d'assaut fabriqués en Israël. Une ancienne recrue du Bir, sortie de formation en 2015, révèle qu'une centaine d'instructeurs israéliens ont passé trois mois au Cameroun pour entraîner le contingent dont elle faisait partie. Chaque instructeur aurait touché dans les 1 000 dollars (836 euros) par jour.

VILLA A LOS ANGELES ET VACANCES AUX BAHAMAS

L'affaire semble surtout lucrative pour ceux qui se trouvent en haut de l'échelle. Notre enquête montre qu'Eran Moas a acquis des biens immobiliers à New York, Los Angeles, Haïfa et Yaoundé – pour la plupart rubis sur l'ongle – pour une valeur totale d'au moins 32 millions de dollars (26 millions d'euros). L'Israélien mène par ailleurs grand train : en mai 2015, il a acheté trois billets à 5 000 dollars (4 100 euros) pour le match [de boxe] opposant [l'Américain] Mayweather au [Philippin] Pacquiao, et son épouse a été aperçue portant au poignet une Rolex sertie de diamants d'une valeur de 60 000 dollars (50 000 euros). Les placements connus d'Eran Moas dans l'immobilier commencent en 2010 avec l'achat, pour 1,6 million de dollars (1,3 million d'euros), d'une villa à Los Angeles, avec piscine, vue imprenable sur la ville et salle de cinéma privée. Il la revend 2,7 millions de dollars (2,2 millions d'euros) en 2014. En juillet 2015, il achète un appartement à New York au 49e étage d'un gratteciel en verre sur le Billionaires' Row [la 57e Rue, surnommée «] – pour 20 millions de dollars (16,7 millions d'euros), par l'intermédiaire d'une société écran. L'objectif est sans doute de garder le secret sur cette acquisition, mais le nom de Moas apparaît sur les déclarations de revenus de la société qu'African Arguments a pu obtenir grâce à une demande déposée au titre de la loi sur la liberté d'accès à l'information.

Cyrus Ngo'o : *Une Affaire des Ngo'o et Nghoh*

L'année suivante, Eran Moas débourse 12 millions de dollars (10 millions d'euros) pour une villa à Hidden Hills, un complexe résidentiel sécurisé de Los Angeles, selon Dirt.com. Cette propriété a, elle aussi, été acquise par l'intermédiaire d'une société écran dont l'adresse est « c/o Kohli & Partner », un cabinet d'avocats suisse dont on sait, depuis les Paradise Papers [révélation d'informations sur des sociétés offshore à partir de la fuite de documents confidentiels, en 2017], qu'il a plusieurs clients à la réputation douteuse. Aucune de ces acquisitions ne semble avoir véritablement fait de trou dans le budget familial. La même année, les Moas vont séjourner aux Bahamas dans une villa de l'océan Club, [un complexe hôtelier du groupe] Four Seasons, à près de 20 000 dollars (16 500 euros) la nuit. Ils y retourneront l'année suivante.

Plus récemment, les ambitions d'Eran Moas semblent avoir dépassé les limites de ses attributions au sein du Bir. En avril 2018, une mystérieuse société du nom de Portsec SA décroche un contrat de 43 millions de dollars (36 millions d'euros) pour la sécurisation du port de Douala. La société est enregistrée au Panama, un pays réputé pour son secret, et aucun propriétaire n'est mentionné sur le site Web. Mais, selon deux de nos sources, c'est Moas qui est derrière ce contrat. D'après un document qu'a pu se procurer l'activiste camerounais Boris Bertolt, Portsec a décroché le contrat grâce à un « appel d'offres spécial » du bureau du président. Le document n'est pas très lisible, mais on peut tout de même déchiffrer l'adresse, « c/o Kohli & Partner », soit le même cabinet d'avocats dont Moas s'est servi pour acheter sa

villa de Los Angeles. Nous ne sommes pas parvenus à établir un lien direct entre les intérêts d'Eran Moas au Cameroun et ses acquisitions immobilières, mais il ne semble pas avoir d'autres sources importantes de revenus. Joint sur son téléphone portable au Cameroun, il nous raccroche au nez dès que nous nous présentons ; il ne répondra pas non plus aux questions que nous lui posons sur WhatsApp. Le port de Douala et le cabinet Kohli & Partner ne donneront pas davantage suite à nos questions répétées.

UN LONG COMPAGNONNAGE

Les liens privilégiés qu'entretiennent Israël et le Cameroun datent de bien avant l'arrivée d'Eran Moas. On peut les faire remonter jusqu'à 1984, l'année du coup d'Etat manqué. Paul Biya, qui est au pouvoir depuis deux ans seulement à l'époque, manque d'être renversé par sa propre armée. Il soupçonne l'ancien colonisateur, la France, d'avoir soutenu la tentative de putsch et se met donc en quête de nouveaux partenaires pour assurer ses arrières. Il se tourne d'abord vers l'homme d'affaires israélien Meir Meyuhas, un ancien agent secret qui travaille pour Israël, et plus tard vers son fils, Sami. Père et fils bénéficient d'une licence exclusive du ministère de la Défense israélien qui leur permet de négocier des livraisons d'armes avec le Cameroun. Leur petit arrangement prend fin en 2001 mais les ventes d'armes israéliennes au pays se poursuivent. Plusieurs sources confient à Efrat Lachter, de [la chaîne israélienne]

Channel 12, que les Meyuhas continuent d'orchestrer les exportations de matériel militaire à destination du Cameroun. Nous ne sommes pas parvenus à joindre les Meyuhas, dont nous souhaitons avoir les commentaires. Selon plusieurs soldats du Bir, chaque nouvelle recrue a reçu, à compter de 2009, une arme flambant neuve fabriquée par Israel Weapon Industries (Iwi), un fabricant d'armes israélien. Parmi ces armes, des Galil Ace 21, et plus récemment des fusils d'assaut Tavor, qui se monnaient environ 1 900 dollars (1 600 euros) pièce. Des sociétés israéliennes fournissent également au Bir des transports de troupes blindés – comme le Saymar Musketeer ou le Thunder – et équipent la garde présidentielle.

Mais le rôle d'Israël au sein des forces armées camerounaises s'étend bien au-delà des simples livraisons d'armes. En effet, c'est un Israélien, Abraham Avi Sivan, qui a créé le Bir en 1999, sous un nom différent au départ. Sivan avait commandé par le passé plusieurs unités d'élite de l'armée israélienne avant de passer dans le privé, sous la casquette d'attaché militaire d'Israël au Cameroun. Après avoir quitté la fonction publique, il forme et encadre la garde présidentielle du Cameroun et s'attelle à la création du Bir sous l'autorité du ministre de la Défense camerounais et du président en personne. En 2010, Sivan trouve la mort dans un accident d'hélicoptère près de Yaoundé. Depuis lors, l'identité de ses successeurs est soigneusement tenue secrète, même si plusieurs noms circulent – dont certains sont sûrement faux, comme « Maher Heretz ». Un nom en particulier est évoqué par plusieurs sources.

UN MYSTERIEUX COMMANDANT

« C'est le général Erez Zuckerman qui commandait », assure un ancien du Bir, qui se souvient avoir entendu dans la bouche de collègues que l'homme avait remplacé Sivan aux alentours de 2012. Un témoignage confirmé par plusieurs autres. C'est comme quand un nouveau président prend le pouvoir dans [un] pays. Le nom circulait alors qu'on n'avait même pas vu la personne », ajoute-t-il. Erez Zuckerman est un ancien général de brigade de l'armée

israélienne. Contrairement à Abraham Avi Sivan, sa carrière s'est mal terminée. Pendant la guerre du Liban de 2006, sa division a commis des bévues spectaculaires qui l'ont conduit à démissionner, déshonoré, reconnaissant « avoir échoué ». Après son départ de l'armée, ses amis confient à des journalistes : « *Il va sans doute reprendre la ferme familiale, ils ont un troupeau de bovins.* » Au lieu de quoi, l'ancien général israélien se tourne vers le Bir. L'ancien soldat du Bir raconte qu'Erez Zuckerman s'est rendu dans chacune des bases militaires du Cameroun pour s'y présenter. Il se souvient que c'est dans la région de Bakassi, près de la frontière avec le Nigeria, qu'il a vu le général pour la première fois. « *Il est venu en hélicoptère en 2012, dit-il. A ce moment-là, on savait déjà qui c'était.* »

La dernière fois que l'homme voit Zuckerman, c'est en février 2018, sur la base militaire de Salak, dans le Nord du Cameroun. « *C'était une sorte d'inspection pour voir comment ça se passait sur place* », dit-il, ajoutant que Zuckerman donnait des ordres aux officiers. Il sera prouvé que le Bir s'est rendu coupable d'actes de torture à Salak, et les EtatsUnis mènent actuellement une enquête portant sur la présence de ses propres soldats sur place. Un autre soldat confie l'avoir vu à deux reprises à Yaoundé en mai 2019, dont une fois sur une base militaire. Contacté, Erez Zuckerman reconnaît avoir été conseiller militaire au Cameroun mais assure qu'il n'y est pas retourné depuis 2017. Il refuse de répondre à nos autres questions.

LES BOTTES ROUGES DES PARAS

A un moment donné, il semblerait que Zuckerman ait passé le flambeau à Eran Moas. Contrairement à ses prédécesseurs, Moas n'est pas un militaire de carrière. Quand il arrive au Cameroun en 1998, il travaille d'abord pour le groupe israélien Tadiran, qui assure la maintenance des systèmes de communication de l'armée. Ce n'est que plus tard que l'armée camerounaise le recrutera directement. Sous cette nouvelle casquette, il travaille sans doute dans un premier temps sous le contrôle d'Avi Sivan. En 2004, un journaliste israélien couvre sa visite d'un parc à singes près de Yaoundé, qui a été créé par Sivan et qui bénéficie du « soutien substantiel » de Moas. Le journaliste relève que Moas roule dans « *une jeep de l'armée camerounaise, dont le chauffeur est un membre de la garde présidentielle qui arbore les ailes caractéristiques des parachutistes israéliens et porte les bottes rouges des paras* ». Il écrit que Moas est appelé « capitaine ou général dans le secteur ».

Port de Douala : Au cœur des enjeux

Pour l'avocat israélien Eitay Mack, un spécialiste de la défense des droits humains qui se bat

pour une plus grande transparence des exportations militaires israéliennes, « *l'accord entre le Bir et les instructeurs israéliens est pour le moins inhabituel. Il est très rare qu'Israël accepte qu'un des siens prenne le commandement d'une unité* », affirme-t-il. Eitay Mack ajoute que Moas, Zuckerman et leurs collègues auraient besoin d'autorisations officielles du gouvernement israélien pour travailler au Cameroun. Et, pour le juriste, il est peu probable qu'ils aient pu déroger à la règle. Personne n'a envie de violer [cette règle], parce que ce serait considéré comme une atteinte à la sûreté de l'Etat, précise-t-il. Ce serait une forme de trahison... « *[Moas] a donc forcément une autorisation du gouvernement israélien. Il n'intervient pas en son nom propre.* »

UNE STRATEGIE POUR S'ATTACHER LE SOUTIEN DU CAMEROUN

L'ambassade israélienne à Yaoundé nous oriente vers le ministère des Affaires étrangères en Israël. Son porte-parole se refuse à tout commentaire, ajoutant : « *Nous n'avons pas à vous donner d'explications.* » Le ministère de la Défense refuse également de nous fournir des informations précises mais rappelle que les licences d'exportation « *font l'objet de vérifications régulières et d'évaluations périodiques de la part des plus hauts échelons des ministères de la Défense et des Affaires étrangères* ». Pour Eitay Mack, la position du gouvernement israélien sur la question pourrait relever d'une stratégie. Paul Biya est l'un des amis les plus fiables d'Israël sur [tout le] continent africain, observe-t-il. En contrepartie, [le Cameroun] soutient ouvertement Israël dans les grandes instances internationales... Le Cameroun joue un rôle majeur dans la quête de légitimité d'Israël... Tout ça s'inscrit.

En mars 2018, Eitay Mack dépose un recours auprès de la Cour suprême israélienne, réclamant l'annulation de toutes les licences d'exportation à destination du Bir et la suspension de l'attribution de nouvelles licences. La Cour tranche quelques mois plus tard mais le juge émet une ordonnance de non-publication qui empêche Eitay Mack d'en divulguer les conclusions. Cependant, selon une source interne du Bir, la plupart des soldats qui sont sortis de formation en 2019 se sont vu remettre des fusils non pas israéliens, mais croates. Si Israël a suspendu ses exportations militaires au Cameroun, toute instruction militaire assurée par des citoyens israéliens sera à son tour frappée d'illégalité, selon l'avocat. Mais ça ne changera sans doute pas grand-chose. « *Il y a déjà tellement d'armes israéliennes en circulation, et puis l'unité [a] déjà été formée par les Israéliens, autrement dit l'effet [serait] limité* », pointe-t-il. Pour Kah Walla aussi, le mal est déjà fait. C'est très curieux d'avoir une force armée commandée par un étranger, fait remarquer l'opposante. Même si ce sont de simples consultants ou s'ils appartiennent à des sociétés privées, la plupart sont d'anciens officiers israéliens... « *Ça conduit l'opinion camerounaise à associer Israël à cette unité répressive.* »

**Le surtitre et le chapeau sont de la rédaction de La Nouvelle*

Source : La Nouvelle